

ARRETE ERP n°2025-03
AUTORISANT SOUS CONDITIONS LE MAINTIEN DE L'OUVERTURE AU PUBLIC
DE L'HOPITAL ROLAND BONNION
87 rue Carnot – 89500 VILLENEUVE SUR YONNE

La Maire de la Commune de Villeneuve-sur-Yonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.2212-2 ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R.143-1 à R.143-47 ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018, portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) ;
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SIDPC-2023-131 du 1^{er} mars 2023 portant composition des sous commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité ;
Vu l'arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U ;
Vu les articles GN (dispositions applicables à tous les ERP, Livre I du règlement de Sécurité) ;
Vu l'avis **défavorable** de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de l'arrondissement de Sens dans son procès-verbal de visite périodique n° PV CA 116/25/LR du 19 mars 2025 ;

CONSIDERANT que l'exploitant, est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et, du règlement de sécurité contre les risques incendie et de panique précités ;

CONSIDERANT que la commission a émis un avis **défavorable** au maintien et à l'ouverture au public de l'établissement car il présente un niveau de sécurité insuffisant ;

CONSIDERANT qu'un échéancier de travaux cohérent a été présenté à la commission de sécurité, et bien qu'il ait pris du retard, il permettra de satisfaire au règlement de sécurité incendie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : l'autorisation d'ouverture au public de l'établissement est maintenue, sous réserve de mise en œuvre des prescriptions liées à l'exploitation suivantes dans un **délai de 3 mois** :

1. **S'assurer** que toutes les circulations des niveaux comportant des locaux à sommeil, les circulations horizontales communes, quelle que soit leur longueur, soient désenfumées mécaniquement (art. U 26)
2. **Lever** toutes les observations portées sur le contrôle triennal du SSI réalisé par l'organisme agréé (art. MS 68)
3. **Réaliser** les travaux relatifs aux observations mentionnées dans les rapports de

verification des installations électriques (art. EL 19)

4. **Réaliser** les travaux relatifs aux observations mentionnées dans les rapports de verification du désenfumage mécanique (art. DF 10)
5. **S'assurer** que les portes CF asservies au SSI se ferment complètement, afin d'assurer un compartimentage efficace (art. MS 68)
6. **S'assurer** de la continuité de la formation pratique du personnel, sur l'utilisation des moyens de secours et l'évacuation du public en cas d'incendie (MS 48 et 46)
7. **S'assurer** de l'adressage correct sur les écrans du SSI en cas de detection incendie (art. MS 53)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP

Les documents attestant de la réalisation des prescriptions ci-dessus énumérées devront être adressés à la mairie de Villeneuve sur Yonne.

ARTICLE 2 : Conformément à l'avis émis par la Commission de Sécurité et au regard de l'analyse du risque dans l'établissement, la périodicité de visite de cet établissement est réduite à **1 an**. La prochaine visite périodique devra être effectuée en **mars 2028**.

ARTICLE 3 : Rappels réglementaires :

- **N° 1** – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par la maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation

- **N° 2** – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage :..... tous les ans (art. DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) tous les ans (art. CH 58) ;
- Ventilation :..... tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz :..... tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité:..... tous les ans (art. EL 19) ;
- Gaz médicaux :..... tous les ans (art. U64) ;
- Ascenseurs :tous les 5 ans par une personne ou organisme agréé (avant remise en service faisant suite à une transformation importante), vérification du respect des dispositions applicables aux ascenseurs (art. AS 9) ;

• Moyens de secours :

- ☞ Extincteurs et RIA.....: tous les ans (MS73),
- ☞ Détection automatique d'incendie.....: tous les ans, avec obligation de souscrire à un contrat d'entretien (art. MS 58)
- ☞ Système de sécurité d'incendie.....: tous les ans, et tous les trois ans par une personne ou organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68)
- ☞ Equipement d'alarme.....: tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. MS 73).

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

ARTICLE 4 : il est rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R.143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R.143-34 du même code.

ARTICLE 5 : Madame la Maire et l'exploitant de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de SENS, service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
- Monsieur le commandant de la Brigade de gendarmerie de Villeneuve sur Yonne,
- Monsieur le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires, sous-commission départementale d'accessibilité.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Villeneuve-sur-Yonne, le 02 avril 2025

La Maire,

Nadège NAZE



